

LA GRANDE INTERVIEW

redaction@sonapresse.com

"Pour l'utilisation optimale de ces quatre stades, nous avons prévu de leur adosser les futures " Académies de Sports"

Propos recueillis par Willy NDONG
Libreville/Gabon

L'Union : M. le ministre, depuis votre prise de fonction en juin 2019, vous avez réalisé un certain nombre de réformes visant à faire du " Gabon une nation sportive ", selon la vision du président de la République Ali Bongo Ondimba. Quels ont été vos premiers chantiers par ordre de priorité ?

Franck Nguema : En arrivant en juin 2019 à la tête du département des Sports, le chef de l'État m'a instruit, à court terme, de relancer le Championnat scolaire et universitaire (CSU) sur toute l'étendue du territoire national afin de " reconcentrer les jeunes sur des activités saines et permettre la détection des talents ". Puis, qualifier les Panthères de football à la Can Cameroun-2021 afin de " ramener le Gabon au sommet du football continental ". Ensuite relancer le mouvement sportif national, à l'arrêt depuis 2015, pour une reprise des activités des fédérations sportives en vue de " renforcer les capacités des équipes nationales " qui vont défendre les couleurs du Gabon au plan continental et international. Pour atteindre ces objectifs, il faut tout naturellement des moyens et de la méthode !

Pour atteindre ces " objectifs clairs et précis " du président de la République, il m'a fallu prendre le pouls du monde sportif gabonais pour " faire un diagnostic ", puis " engager des réformes profondes " et impulser un " management du résultat de haut niveau ". C'est à un " changement de méthode volontariste " à laquelle Madame le Premier ministre Rose-Christiane Ossouka-Raponda exhorte les membres de son gouvernement.

C'est ce que je me suis efforcé de faire avec les techniciens du ministère, en collaboration avec les acteurs du Mouvement sportif national. Mais sachez que le " développement du sport ", déjà en temps normal, est un processus long et difficile, demande non seulement des moyens humains, financiers, logistiques, infrastructurels importants, mais aussi une adhésion des différents acteurs. Je rappelle que le Sport gabonais était plongé dans un " état chaotique depuis 5 ans ". La pandémie de Covid-19, qui paralyse le monde et notre pays depuis mars 2020, ne nous a pas permis d'avancer dans le chantier comme nous le souhaitions. Ainsi, malgré la crise sanitaire et financière, nous avons pu réaliser beaucoup de choses avec les moyens mis à notre disposition par l'État.

Il y a également eu la réforme de

l'ANBG. En quoi cette réforme constitue-t-elle une avancée considérable pour notre pays ?

Dès janvier 2020, nous avons pu relancer le Championnat scolaire et universitaire (CSU), anciens jeux de l'OGSSU qui, depuis plus de 15 ans, étaient en léthargie totale. Ainsi, les talents sportifs détectés par le CSU pourront bénéficier du statut d'Espoir. Concernant les bourses du sport, grâce au président de la République, nous avons pu obtenir des bourses d'études pour le sport à travers la réforme de l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG). Ces bourses donnent ainsi la chance à de jeunes sportifs gabonais talentueux qui font des études d'obtenir un soutien de l'État pour devenir demain des encadreurs ou sportifs de haut niveau. On n'en mesure peut-être pas aujourd'hui les avantages, mais je peux vous assurer que dans quelques années nous verrons plusieurs sportifs gabonais de haut niveau éclore dans plusieurs disciplines sportives.

Parlons des infrastructures sportives issues des deux Coupes d'Afrique des nations (2012 et 2017). Dans un passé récent, ils étaient à l'abandon. Désormais, la réhabilitation et l'entretien de nos quatre principaux stades seront entièrement pris en charge par le budget



Photo: DR

Franck Nguema : « Il m'a fallu prendre le pouls du monde sportif gabon

de l'État. Les Gabonais sont sceptiques.

En effet, depuis la loi de finances rectificative de 2020, une ligne budgétaire est maintenant dédiée à l'entretien des quatre stades d'Angondjé, de Franceville, de Port-Gentil et d'Oyem. Auparavant, durant plusieurs mois, ces joyaux qui font la fierté de notre pays sur le continent n'étaient plus entretenus, conséquence immédiate de la suppression des agences ANAGEISC et CNOGEMCNI... Dès lors que l'entretien est pris en charge par le budget de l'État, nous n'avons pas de raison de douter de la volonté de l'État d'entretenir ses stades.

La grosse problématique concerne l'utilisation de manière rationnelle de ces en-

ceintes ?

Pour l'utilisation optimale de ces quatre stades et leurs annexes, nous avons prévu de leur adosser les futures " Académies de Sports " de Libreville, Franceville, Port-Gentil et Oyem. Ce sont des unités de formation, de stage et de perfectionnement des athlètes qui seront rattachées à l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS). L'ONDSC et la Direction générale des sports sont les chevilles ouvrières de ces projets à travers les signatures, entre autres, de partenariats publics-privés (PPP).

Comme autres actions menées en 2020, il y a également la réhabilitation des plateaux sportifs.

- Un vaste programme de réhabilitation et de construction de



mais pour « faire un diagnostic, puis engager des réformes profondes.»

plateaux multisports de proximité a été effectivement engagé par l'ONDSC sous la tutelle du ministère des Sports pour réaliser la politique de "Sport pour tous, sport de proximité" du chef de l'État. Il s'agira de déployer, d'ici 2023, des plateaux sportifs dans les arrondissements du Grand Libreville et des chefs-lieux de provinces, ainsi que dans les 48 départements. L'objectif est de développer le sport de masse qui est un facteur d'intégration sociale et de réduction des inégalités. Ces infrastructures sportives dans les quartiers permettront aux jeunes décrochés de la scolarité et en proie à l'oisiveté de pouvoir, autant que les élèves et les étudiants, pratiquer une discipline sportive, et de révéler des talents.

Parlons à présent des perspectives. En 2021, l'un de vos chantiers phares est la réforme du National-Foot. N'est-ce pas la messe de trop ?
Une messe de trop, non. Car, en réalité, l'objectif ici est d'avoir une réflexion profonde sur notre National-Foot depuis le lancement du processus de professionnalisation en 2012. Il s'agit de s'arrêter et de faire le point, une démarche logique, encore plus nécessaire au vu de l'état de déliquescence de notre championnat national de football D1 et D2. Dans les jours à venir, nous organiserons une Task force National-Football, selon les très hautes orientations du président de la République, dans le strict respect des mesures barrières, avec les techniciens,

DIFFÉRENTES RÉFORMES ET AUTRES ACTIONS ENGAGÉES EN 2020



- «Réforme olympiade 2021-2024», pour la redynamisation du mouvement sport national.
- Mise en place du Championnat scolaire et universitaire.
- Validation par les deux chambres du Parlement de la Politique nationale du Sport.
- Aboutissement heureux du processus de normalisation de l'athlétisme.
- Prise en charge par le budget de l'Etat de l'entretien des quatre principaux stades de pays.
- Règlement des droits sociaux des ex-agents de CNOGEMCNI et ANAGEISC (3 milliards).
- Attribution de contrats et régularisation des salaires au staff technique des Panthères football...



LES PRINCIPALES ACTIONS ET AUTRES RÉFORMES ATTENDUES POUR 2021

Assises du National-Foot
Réhabilitation du stade de l'Amitié
Intégration des Académies de Sports à l'intérieur des stades issus des deux Can-2012 et 2017...

©D. Maixant MOUSSAVDU

experts et acteurs du football. Ces derniers vont faire un diagnostic et réfléchir à un National-Foot nouveau, masculin et féminin. C'est une véritable "action chirurgicale" que nous allons effectuer. Je rassure les uns et les autres que la réforme du National-Foot n'est pas une chasse aux sorcières. **À l'issue des travaux, êtes-vous certain que les différents acteurs du championnat suivront les conclusions de ces assises ?** Je le crois car, les premiers lésés aujourd'hui sont les acteurs du National-Foot, dont les joueurs vivent dans une précarité inadmissible. D'ailleurs, nous pouvons lire et écouter ça et là l'impatience de ces derniers pour un renouveau de notre championnat. L'occasion est donnée de le

réformer en profondeur et mettre en pratique les conclusions qui seront adoptées et validées. **Quelle est la date arrêtée pour la reprise du championnat et des autres activités ?** La reprise des activités sportives en général, et en particulier des différents championnats sportifs, dépendra de l'évolution épidémiologique de notre pays. **Pour cette année 2021, il y a également la fin du processus de normalisation de la fédération gabonaise de taekwondo. Un autre défi à relever. Or, il se trouve que faute de moyens, il est à l'arrêt.** À mon arrivée au ministère des Sports, j'ai trouvé bloqué le dossier de la Fédération gabonaise de taekwondo. Ainsi, pour permettre

au Comité national olympique gabonais (CNOG) de finaliser ce processus, j'ai fait débloquent sur le compte bancaire du CNOG, le solde de 20 millions sur les 40 millions de francs prévus au départ pour cette mission, et dont ils avaient déjà reçu une avance. Aujourd'hui, le processus est à l'arrêt faute d'argent. Nous allons étudier, en fonction des moyens financiers disponibles, les voies pour achever rapidement la normalisation de la Fégatae.

Plusieurs présidents de fédérations et de clubs de football disent que vous ne vous intéressez qu'au football où il y a de l'argent. Que répondez-vous ? C'est un mauvais procès. Compte tenu des restrictions financières drastiques de l'État, et ne pouvant financer toutes les activités sportives de toutes les disciplines sportives, j'ai opté pour une "stratégie de dotations financières ciblées sur les compétitions sportives des calendriers internationaux. Sachez qu'en 2020, pour la Can de handball en Tunisie, nous avons débloquent un budget de 287 millions pour la préparation et la participation de l'équipe. Pour l'Afrobasket en Guinée équatoriale, nous avons financé l'équipe à hauteur de 32 millions. Pour le cyclisme, c'est 45 millions qui ont été injectés pour les Panthères. Idem pour le judo et les différents tournois qualificatifs olympiques. 92 millions pour le judo et 68 millions pour les tournois des JO de tous les sports concernés. Comme vous le constatez, le ministère des Sports, sous ma gouvernance, finance, de manière importante, plusieurs disciplines sportives autres que le football, et cela bien au-delà de ces dernières années.

Pour conclure, où en êtes-vous avec la réhabilitation du stade de l'Amitié et de l'Omnisports ? Pour le stade d'Angondjé, nous allons lancer d'ici peu, en 2021, un appel d'offres compte tenu du coût de ses travaux, conformément aux très hautes instructions du président de la République qui exige plus de transparence dans la commande publique. S'agissant du stade omnisports Omar-Bongo, la problématique est plus complexe car il existe un litige important avec la société adjudicatrice du marché dont les travaux sont arrêtés. Mais nous allons absolument avancer sur ce dossier. D'une part, l'État doit régler le litige existant et, d'autre part, le gouvernement est en train d'étudier la mise en œuvre d'une solution innovante.